

Marc Gossé

# LA CRISE MONDIALE DE L'URBANISME

## QUELS MODÈLES URBAINS?

La ville est un moteur indispensable du développement. Sans marchés urbains pour écouler ses surplus, le monde rural ne peut retirer les fruits de son propre labeur. Produits manufacturés et services urbains sont indispensables aux populations rurales et à l'essor de leurs activités. Villes et campagnes sont complémentaires. Leur sort est indissolublement lié. Il est temps que le développement soit pensé en ces termes : complémentarités villes-campagnes et réseaux urbains plus dynamiques.

Des modèles ruralistes inspirent depuis plusieurs décennies la coopération au développement avec des conceptions économiques et agricoles réductrices ; ils visent à l'autosuffisance alimentaire et sont visiblement inopérants quant à leurs propres objectifs.

La dynamique urbaine a été largement sous-estimée par les agents publics ou privés et non gouvernementaux de l'aide internationale, alors que le phénomène de l'urbanisation de la planète devient un fait de civilisation. Qu'on en juge : en 1960, les plus grandes villes étaient nord-américaines et européennes. Vingt ans plus tard, sur les 20 agglomérations mondiales de plus de 10 millions d'habitants, 16 se situent dans les pays en développement. Tous les continents sont atteints par la révolution urbaine : la population urbaine est désormais largement majoritaire ; elle dépasse partout 70 % de la population totale, sauf en Afrique, mais celle-ci connaît parmi les taux de croissance les plus élevés et les plus rapides au monde. Durant le siècle prochain, un nouvel urbain sur deux sera africain<sup>1</sup>.

### La croissance de l'urbanisation diffuse

Cette urbanisation a également des caractéristiques spatiales communes : il s'agit d'une urbanisation diffuse, consommant de gigantesques territoires et entraînant des infrastructures étendues en conséquence. La raison en est à la fois culturelle et technologique : la morphologie de l'habitat est de faible densité et gabarit, majoritairement de type maison individuelle, et grâce au développement des techniques de communication et de mobilité, les distances se relativisent par rapport au temps.

Dans les pays du Tiers-monde, cette tendance est d'autant plus forte qu'elle est « spontanée » : l'habitat irrégulier y constitue la ville majoritaire. La croissance urbaine y résulte encore d'une croissance démographique et d'un solde migratoire fortement positif. Cette urbanisation a souvent été présentée comme perverse : la faiblesse de l'offre d'emplois (industriels, notamment) ne justifierait pas l'attrait illusoire des « lumières de la ville ». Mais la vitalité de l'économie « informelle » vient démentir ce jugement. Ce qu'on y appelle les « périphéries » acquièrent de nouvelles centralités, à cause de leur poids démographique et de leur dynamisme.

Le même phénomène d'urbanisation « périphérique » peut s'observer dans les villes du Nord, accompagné d'une désaffection des centres urbains traditionnels. En Europe, la dispersion résulte entre autre de mutations sociologiques spécifiques : dans les centres anciens, on assiste à une atomisation de la famille (dans les grandes villes, les ménages d'un seul adulte, avec ou sans enfants, sont devenus majoritaires), dans certaines périphéries, on assiste à une nouvelle tendance au regroupement résidentiel, basé sur des solidarités au sein de la famille « élargie » au sens moderne du terme, incluant parfois ce que Watts Wacker<sup>2</sup> appelle « *fraternity of strangers* », sorte de néo-traditionalisme clanique ou communautaire accompagné d'une hyper-mobilité au niveau de l'activité socio-économique et culturelle ou d'une forte interconnectivité médiatique.

En Amérique, où la ville diffuse est dominante et structurelle, on assiste également à la multiplication des « villes privées » (*gated-communities*), sortes de lotissements-ghettos de luxe sécuritaires<sup>3</sup> étranges symétriques des ghettos de pauvres, produits de la ségréga-

1. Cf. Cour J.-M., Stage AUD-La Cambre 1998.

2. « Oubliez tout ce que vous avez appris », *Le Vif-L'Express*, 3-10-99.

3. Cf. Renard V., « L'essor des villes privées », in *Le Monde de l'éducation*, octobre 1998.



*Le jour de la terre...*

tion urbaine accrue ou de ce que D. Gonzales qualifie d' « urbanisme zoologique »<sup>4</sup>.

## La dualisation socio-spatiale de l'urbanisation

La société urbaine duale engendre un système économique spécifique dont le coût social et culturel énorme est incompatible avec la logique globale actuelle de la production et de la consommation. Dans la réorganisation économique, sociale et technologique qui se déroule sur fond de révolution urbaine, la prise en compte des coûts sociaux et culturels est donc un enjeu vital. Le système tend à marginaliser, comme il le fait à l'échelle planétaire pour le Tiers monde, des populations entières, d'ailleurs devenues majoritaires au niveau urbain. La manifestation spatiale de cette disparité sociale est le « bidonville ». De fait, les bidonvilles constituent un phénomène qui a cessé d'être marginal.

Investissant ce qu'on appelle le secteur informel de l'économie, la population des bidonvilles constitue un enjeu essentiel du développement urbain. Le secteur informel est resté trop longtemps méconnu dans ses mécanismes de fonctionnement, alors qu'il assure la subsistance de la majorité de la population urbaine. De même, l'organisation spatiale « informelle » est restée *terra incognita* pour les gestionnaires, les urbanistes et les architectes, alors qu'elle exprime directement la culture locale.

Devant l'ampleur du problème de l'habitat « informel », les Nations unies proclamaient 1987 « Année internationale du logement des sans-abri » et appelaient à une mobilisation pour « un habitat pour tous en l'an 2000 ». Treize ans après, malgré les efforts consentis, une part de plus en plus grande de la population mondiale « habite » toujours dans des conditions catastrophiques : logements, eau potable, assainissement, infrastructures de santé et d'éducation sont insuffisants, comme les terrains urbanisables conformément aux normes.

Cette « crise de croissance » urbaine exigerait une mobilisation exceptionnelle de moyens financiers, techniques et humains (notamment en matière de formation professionnelle) dans le monde, et vraisemblablement une transformation des relations entre propriétaires fonciers, traditionnels ou récents, et locataires.

Il faudrait faire face, dans le même temps, non seulement à la conservation d'un patrimoine bâti existant, produit de siècles d'édification patiente et obstinée, mais à la construction de son équivalent, quantitatif pour le moins. Les « établissements humains » dans le monde, villes, villages, monuments, paysages, maisons doivent être maintenus, entretenus, rénovés si l'on ne veut pas accroître encore un déficit déjà criant ; mais ils

doivent l'être dans une optique de recyclage pour accueillir de nouveaux usages, et non pour permettre la constitution de rentes patrimoniales.

Si ces défis méritent réponse quantitative, nécessitent l'élaboration de politiques volontaristes, la mobilisation de ressources humaines et matérielles, parmi lesquelles des capacités professionnelles appropriées, leur nature et leur contexte exigent également des réponses culturellement pertinentes.

## L'enjeu culturel

La massivité des problèmes implique même des réponses qualitatives, d'ordre culturel, l'invention de nouveaux modèles d'action. Les méthodes devront en même temps répondre à l'ampleur des problèmes, ce qui implique d'aller au-delà de la technique du « projet-pilote » ou de la « *best practice* », expérimentale et isolée, malgré ses prétentions à une « reproductibilité » aléatoire. Ils devront dépasser également les politiques sectorielles, non-intégrées, incapables de mettre en mouvement la totalité des potentialités locales, ressources matérielles ou immatérielles, mobilisées par la culture.

C'était tout le mérite de R. Chasle<sup>5</sup> et de la Fondation pour la coopération culturelle ACP-CEE à Bruxelles, d'avoir introduit l'idée de l'indissociable tandem culture-développement. Mais leur message a-t-il été entendu ? Trop de stratégies et de projets dits « de développement » (y compris dans les pays industrialisés) ont échoué pour avoir négligé la dimension spatiale par laquelle ils se concrétisent sur le territoire et comme objets à trois dimensions, à la fois structures spatiales et architectures (au sens large) ; de même trop de projets de développement ont négligé la nature culturelle de leur action, des pratiques et des réalités nouvelles qu'ils faisaient naître.

Nous savons que le développement se décline en termes urbains, mais les villes peuvent aussi déboucher sur la barbarie et l'oppression ; elles peuvent devenir synonymes d'exclusion, de pauvreté, de solitude, de pollution et d'inhabitabilité. Dans les ghettos d'après-apartheid de Johannesburg ou du Cap, dans les bidonvilles du Caire, de Tunis, de Casa, de Dakar, Abidjan, Nairobi, Lagos ou Kinshasa, l'urbanité signifie aussi déchéance et misère, échec du développement et de la modernité.

Mais les quartiers « riches » eux-mêmes, les zonings résidentiels, de bureaux et d'usines, où règne la spéculation, portent la marque d'un échec grave, d'ordre social et culturel. Les « privilégiés » qui les hantent sont d'inconscientes victimes d'une aliénation économique

4. « La ville latino-américaine : crise ou rupture » in « Villes en développement » revue A +, n° 161, Bruxelles, 1999.

5. Cf. Chasles R., « L'alternative culturelle », Paris, Fondation pour la coopération culturelle ACP-CEE et Publisud, 1994.



*Alternance  
de verticalité  
et d'horizontalité.  
Salvador de Bahia.*

et politique, qui s'exprime par la pauvreté culturelle et la solitude.

La modernité-monde est devenue « la référence presque obsessionnelle pour les hommes d'État du Tiers-monde comme pour les dirigeants soviétiques ou chinois, pour les « eurocrates » comme pour les chefs d'entreprises [...], pour les vendeurs de lessive comme pour les urbanistes. [...] De la modernité, que faut-il avoir le courage de remettre en cause, ainsi notre gaspillage, notre profusion, nos privilèges face à la misère du monde? »<sup>6</sup>

## L'absence d'architecture

Peut-on poser la question d'un monde « habitable », produit du développement durable, tel que défini à Rio, sans poser celle de son architecture? La Banque utilise dans les textes sur sa stratégie urbaine le concept d'« habitabilité » mais sans jamais se préoccuper du « monde habité », de l'objet matériel que constitue l'« habitat » : il s'agit de promouvoir des villes « habitables » et non d'« architecture ». Nulle part il n'est question d'architecture, de formes de l'habiter et de formes urbaines.

Pourtant l'architecture, en tant qu'expression de la culture et du bien-être des peuples, pourrait constituer un axe autour duquel s'organiserait le développement. Comme système de production et de maîtrise de l'homme sur son environnement, l'architecture de la ville, dans son sens général d'« établissement humain » et de production matérielle, est en elle-même un facteur de développement.

Le rôle structurel de l'architecture dans le développement, doit être considéré à plusieurs niveaux :

– sur le plan économique : la production d'édifices et des espaces publics, de logements et d'équipements urbains et ruraux, ainsi que les infrastructures et moyens de gestion y afférant, impliquent la mise en œuvre d'investissements spécifiques et la mobilisation de ressources humaines et matérielles (savoir-faire et outils artisanaux), générant la création d'emplois et la distribution de revenus, contribuant ainsi à la croissance économique globale. Une architecture inappropriée, l'inconfort du logement et l'inadéquation morphologique de la ville par rapport aux pratiques culturelles engendrent des déséconomies et nuisent à la productivité générale. L'habitat autoconstruit, en tant qu'instrument potentiel de mise en valeur des ressources locales, tant en matériaux qu'en savoir-faire, et comme facteur d'économie de devises, aurait pu bénéficier de l'aide des gouvernements pour la maîtrise et la valorisation des filières de production locales de l'habitat.

– Sur le plan culturel : l'architecture constitue un des moyens d'expression essentiel de la culture, lorsqu'elle traduit et permet l'épanouissement des modes de vie, des connaissances, des techniques spécifiques qui règlent les rapports d'une société avec son environnement. Par l'amélioration de son architecture, une population inscrit concrètement ses valeurs culturelles et ses pratiques sociales dans son cadre bâti. L'architecture pourrait être utilisée comme levier de développe-

6. Cf. Chesneaux J., in *La Modernité-Monde*, Éd. La Découverte, 1989.

ment privilégié dans la mesure où elle est productrice de sens et un élément symbolique pour la vie individuelle, familiale et collective. L'architecture peut constituer un des axes autour desquels le développement économique, politique et social d'un pays peut trouver son dynamisme ; une politique spatiale peut façonner un « visage » au pays, selon ses spécificités et ses choix. Assurer la promotion de l'architecture et du secteur de la construction (tant traditionnel que moderne), c'est assurer une base environnementale nécessaire au développement équilibré de toutes les autres activités.

En plus des critères de la Banque mondiale de compétitivité, d'habitabilité, de bonne gouvernance, de bonne gestion, et éventuellement de bancabilité, nous avançons le critère architectural, spatial, de nature culturelle, local par définition car appartenant au monde sensible des formes et fonctionnant à la fois comme système métaphorique de la socialité et comme culture matérielle.

## La question du modèle urbain

La forme de la ville n'est pas indifférente à son habitabilité, à son mode de gestion et à la politique de développement durable. Ne pas la prendre en compte ne permet pas de réfléchir aux « modèles » urbains, enjeux essentiels du développement tout entier, actuellement dominé par un modèle d'urbanisation diffuse à l'américaine, inspiré davantage par la « cité marché » plutôt que par la « cité citoyenne », comme l'ont souligné Émile Le Bris et Jean-François Tribillon.

Cette forme diffuse est sans doute une des conséquences de ce que l'on appelle aujourd'hui la mondialisation-globalisation de l'économie et des mœurs. Mais cette caractéristique est-elle synonyme de développement et suffit-elle à décrire, sinon à nier, la diversité des structures urbaines dans le monde, ne sert-elle pas d'une certaine manière à imposer un « local » (nord-américain en l'occurrence) présenté comme un « global » ?

La crise urbaine est presque toujours décrite d'abord, sinon exclusivement, à travers ses causes politiques, sociales ou économiques, et accessoirement à travers ses causes culturelles et spatiales. On retrouve dans cette présentation, au-delà de la vieille relation « superstructure-infrastructure » chère aux marxistes (cette dernière étant « déterminante en dernier ressort »), une définition de la crise urbaine comme crise du développement, celui-ci étant envisagé une fois encore dans ses seules dimensions économiques, c'est-à-dire en tant que crise économique.

Or il importe de définir également la notion de développement dans une perspective culturelle, la culture constituant l'ensemble des caractères de l'être, de la pensée et de l'action d'une société, lui permettant de

maîtriser son devenir et son espace. La crise urbaine étant, du point de vue de l'urbaniste et de l'architecte, une défaillance dans la maîtrise de la croissance et de la gestion urbaines, cette crise est avant tout une crise des modèles urbains.

Comme nous l'avons déjà indiqué dans des travaux antérieurs, les outils de l'architecture ou de l'urbanisme, qu'ils relèvent de l'imaginaire ou de la réflexion scientifique et technique, renvoient à la problématique des modèles, car tout projet architectural ou urbanistique est modélisation du « vécu spatial ». Dans le processus de production architecturale ou urbanistique, cette modélisation peut être endogène, issue de la tradition locale, ou exogène, due à l'influence d'une culture extérieure (comme l'architecture coloniale), ou puisée dans le « musée imaginaire » et universel de l'architecture, rendu particulièrement accessible par les moyens d'information contemporains.

La démarche moderniste, partout enseignée et pratiquée, réfute le recours à la tradition, à la référence historique, pour lui préférer la recherche de l'innovation par le biais de l'imagination et de la raison « pure ». Or la raison ne peut rejeter l'historicité du réel et l'imagination est alors sollicitée pour transcender la réalité. On sait cependant que les mécanismes de l'imaginaire – apparemment plus libres – reposent sur une manipulation du réel, au moins aussi référentielle que celle de la raison.

« Ce que l'imagination permet au sujet c'est d'exister, de se comporter à l'égard des choses et des autres, non plus en fonction de ses besoins, mais en fonction d'un modèle, qui n'est pas tout fait mais qui s'élabore



*Un village agricole phagocité par la ville. Le Caire (Mohandessin).*

dans l'acte même d'imaginer ». [...] « Elle suit des schémas de réorganisation qui sont communs à un groupe, l'élaboration de l'idéal de soi consiste le plus souvent dans des retouches apportées aux modèles qui sont

proposés par l'entourage du sujet, elle n'en n'est pas la refonte profonde, car celle-ci exige une analyse des sources de déchirement, une critique des idéologies, la mise à jour des contradictions qui existent entre les modèles, toutes démarches qui ne peuvent être accomplies que par une réflexion rationnelle. L'imagination est, en dépit des apparences, un comportement plus soumis aux influences des idéologies de la société que l'analyse scientifique»<sup>7</sup>.



*Souk d'Essaouira, Maroc, synthèse entre modèles local et européen.*

La problématique des modèles urbains, en tant qu'enjeu culturel ou enjeu du développement, est donc au centre de la crise urbaine. Celle-ci résulte, dans une certaine mesure, de la reproduction – le plus souvent inconsciente – de modèles occidentaux divers, où la part d'innovation ne réside que dans l'adaptation fonctionnelle d'un modèle passe-partout (accessions à la propriété de la maison) à la topographie et aux contextes politiques, socio-économiques locaux. En même temps les responsables politiques et techniques de la gestion urbaine témoignent de leur incapacité à « modéliser » – à élaborer en modèles pour les dépasser – les centres urbains anciens et contemporains, devenus formels ou toujours qualifiés d'« informels ».

Pressé par la rapidité et l'ampleur du phénomène démographique naturel et migratoire, l'aménagement urbain contemporain ne consiste trop souvent qu'en l'application de recettes géométriques, de simulations statistiques, de règles hygiénistes et de normes techniques. La maîtrise urbaine se limite à une estimation de la croissance, au dimensionnement et au tracé de voiries et réseaux dont l'ensemble est baptisé de l'un de ces termes qu'affectionnent les techniciens comme « trame d'accueil » ou « lotissement »...

L'intervention sur l'existant lui-même se réduit à l'adapter aux exigences de la voirie, du réseau d'eau, du réseau d'égout agrémentées d'un accompagnement social de la crise urbaine appelé abusivement processus de participation. Cette démarche fonctionnaliste, techniciste et humanitaire est trop souvent abusivement qualifiée de rationnelle et universelle.

Lorsque des autorités, pour une réalisation dite de prestige, font appel à une sommité du monde professionnel, c'est à son imagination et à sa créativité, à sa culture et à ses capacités à dire les choses de son temps, plus qu'à ses compétences techniques – supposées réelles –, que l'on fait appel. L'urbaniste-architecte tente, dans son action sur la réalité urbaine, consciemment ou inconsciemment, de rapprocher celle-ci du modèle qu'il imagine ou dont il est culturellement porteur (même dans son imaginaire « innovateur »). On sait que l'imagination, dans le rêve, les mythes ou l'art, procède par déformation de la réalité, en faisant passer un objet d'une forme habituelle à une forme parente, analogue. On sait également que l'imagination s'exerce selon des schémas culturels, c'est à dire collectifs : « [...] le passé collectif occupe, par rapport au présent, une place semblable à celle de l'inconscient individuel par rapport au conscient. [...] Toute pensée nouvelle naît dans les formes anciennes, déjà là, disponibles ; même celle qui se veut initiatrice de rupture. »<sup>8</sup>

Dans le domaine de l'urbanisme et de l'architecture, il est donc indispensable d'explicitier les modèles utilisés, de les soumettre à la critique et de comprendre comment ils se réalisent, dans leur complexité et leurs contradictions, au sein d'un même espace urbain. Mais dans l'imaginaire social, les modèles se livrent parfois un combat inégal.

En Afrique subsaharienne, la faiblesse des traditions urbaines endogènes explique peut-être la domination des modèles occidentaux, autant que l'épisode colonial ; et c'est probablement des modèles villageois que pourra naître la spécificité de l'urbanité africaine. Quelques chercheurs africains s'y sont attelés, notamment l'ENDA à Dakar, mais la reconnaissance de leur travail, leur mise en débat public, restent insuffisants.

Au Maghreb, la tradition urbaine est trop forte et a acquis trop de lettres de noblesse pour qu'on puisse se résigner à la négliger. L'abandon des modèles locaux y est autant le résultat de changements sociaux (le travail industriel et tertiaire, la réduction de la taille des familles...) que de mouvements culturels. Il ne faut pas confondre changements de structure sociale et changements culturels. La première peut se modifier rapidement (ex. : prolétarianisation) alors que les changements culturels (ex. : de la mentalité paysanne à l'urbanité) sont très lents.

Les architectes et les urbanistes, au Maghreb comme ailleurs, manipulent des modèles culturels, à travers des représentations spatiales. Œuvrer pour le développement, c'est aussi œuvrer au changement culturel, au devenir d'une culture qui doit s'inscrire dans l'espace, dont l'espace est un des enjeux.

7. Malrieu P., in *La Construction de l'imaginaire*, Éd. Dessart, 1967, p. 240 et 243.

8. Balandier G., in *Le détour*, Fayard, 1985, p. 170.

## La complexité de modèles hétérogènes

Les économistes ont adopté récemment l'expression de « global » pour désigner l'articulation du local et du global (on a vu que, d'un point de vue culturel, ce global n'est sans doute aujourd'hui qu'un local nord-américain), marqué par la domination des logiques de marché mondiaux et la cyberculture (informatique, messagerie électronique et surmédiatisation), mais quand même conditionnée par la capacité de « différenciation » des produits ou des modes de production en fonction du local<sup>9</sup>. Pour E. Swingedouw, le succès de l'économie urbaine au niveau global dépend de son encastrement dans les institutions et les réseaux locaux<sup>10</sup>.

Dans les rapports qu'entretiennent l'architecture et la ville, une double dynamique est à l'œuvre, complexe et contradictoire : les cultures locales tendent à l'universel et la culture internationale (celle reflétée par les médias) tend à s'implanter localement. Loin de s'annuler, ces tendances jouent d'une dialectique subtile : jamais en effet les phénomènes régionalistes et la revendication d'identité culturelle n'ont été aussi fortes qu'en ces temps d'uniformisation planétaire des politiques, des techniques et des connaissances.

Cette double réalité culturelle – pile et face de la même pièce – devrait nous convaincre de renoncer à la recherche, d'ailleurs illusoire – on le voit bien –, d'une norme unique, uniformisatrice, négation de la différence, ignorant et méprisant la liberté d'être soi-même, pour permettre plus aisément l'accession du particulier à l'universel.

La reconnaissance d'un pluralisme culturel – dans lequel le métissage est central (les grandes civilisations ne sont-elles pas de cette nature métisse?) – devrait permettre l'émergence d'une modernité multiple, enracinée dans les traditions, leurs mémoires et leurs projets spécifiques.

L'unité de la conscience universelle, cette « culture des cultures » qui naît de la perméabilité des frontières et des échanges mondiaux, ne devrait pas se faire dans la violence de l'unicité, mais dans la reconnaissance des différences et la pratique de solidarités, se nouant par de subtils métissages, sous peine d'inverser le sens du développement. Le développement n'est-il pas à ce prix, celui du métissage et de la diversité à l'œuvre, comme le montre l'aventure occidentale elle-même, notamment européenne, dans sa multiplicité et ses infinies nuances?

Dernier en date dans la longue histoire des idées (sinon des idéologies) du développement, le concept de « développement durable » (ou « soutenable ») – à notre avis un pléonasm<sup>11</sup> – sous-tend l'idée « de penser globalement et d'agir localement » à partir de l'idée d'écosystème et d'écologie sociale. Mais l'ambiguïté du

concept impose d'en (re) définir le contenu (le développement est nécessairement « durable », « humain » et évaluable mais non mesurable). Le développement ne peut être que culturel, qualitatif, si l'on ne veut pas le voir récupéré et dévoyé à nouveau par la logique implacable du marché, de la consommation et du profit « mondialisés ». Déjà certains utilisent la notion économique de « capital naturel » ou de « croissance durable », réintroduisant dans la définition du développement une dimension exclusivement quantitative.

Nous préférons nettement la définition d'Henri Lefebvre : « Le développement restitué dans sa plénitude implique un enrichissement, une complexification non réduite des rapports sociaux ; il est, il ne peut se dire que qualitatif, il suppose création de formes de la vie sociale, de valeurs, d'idées, de façons de vivre, de styles, en un mot de différences »<sup>12</sup>.

Dans ce sens le développement peut être qualifié de processus volontaire et différentiel de transformation qualitative du monde (y compris de l'humanité), mené par des individus comme des groupes sociaux, améliorant durablement et solidairement leurs conditions de vie (matérielle et immatérielle), dans un environnement restitué à sa (bio) diversité naturelle et culturelle. Comme le soulignait Cl. Javeau, le développement a un caractère moral<sup>13</sup>, il est de nature éthique. Nous ajouterions qu'il a également une dimension esthétique et formelle.

Mais surtout, le développement, essentiellement urbain, est la manifestation d'une hétérogénéité culturelle et spatiale dont la complexité constitue la caractéristique marquante. Toute tentative d'imposition de modèles urbains simplistes, n'intégrant par cette diversité structurelle, sera vouée à l'échec. Cette question des modèles se pose non seulement en termes de marchés, de mouvements sociaux, mais aussi de culture plurielle et d'architecture de la complexité.

Tant que les bailleurs de fonds n'auront pas accepté de prendre en compte la dimension architecturale du développement urbain et sa conception en termes spatiaux et culturels, ils ne pourront apporter de réponse pertinente à la question de la gestion urbaine.

**Marc Gossé**

9. Cf. Ascher F. (colloque de La Rochelle 1998) à propos de la stratégie des Mac Donald's, inventant des « McKebab », des « Donerburgers », des « McAcropolis » pour répondre à une demande locale

10. Cf. « Dynamiques urbaines, mondialisation, dualisation et exclusion sociale » au colloque d'économie urbaine, Région de Bruxelles-Capitale, ULB, HEFF, décembre 1998.

11. Cf. notre article « Le développement durable, un faux concept », in la revue *Urbanisme*, n° 299, avril 1998.

12. Cf. Lefebvre H., *Le manifeste différentialiste*, NRF, 1970.

13. Moral (cf. *Cahier de la Cambre* n° 5, 1987).

■ **Marc Gossé** est architecte et urbaniste à l'Institut supérieur d'architecture de La Cambre, Bruxelles.